

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1976 Nr. 133

A. TITEL

*Verklaring inzake de voorlopige toetreding van Colombia tot de
Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel;
Genève, 23 juli 1975*

B. TEKST ¹⁾**Declaration on the provisional accession of Colombia
to the General Agreement on Tariffs and Trade**

The Government of Colombia and the other governments on behalf of which this Declaration has been accepted (the latter governments being hereinafter referred to as the "participating governments") and the European Economic Community,

Considering that the Government of Colombia on 7 February 1974 formally requested that further consideration be given to the application for provisional accession to the General Agreement on Tariffs and Trade (hereinafter referred to as the "General Agreement") submitted at the twenty-fifth session of the CONTRACTING PARTIES in November 1968, and that the Government of Colombia is prepared to conduct the tariff negotiations with contracting parties, which it is considered should precede accession under Article XXXIII, during the multilateral trade negotiations launched at Tokyo in September 1973,

Considering the desirability of Colombia being invited to accede provisionally to the General Agreement as a step towards its eventual accession pursuant to Article XXXIII,

1. Declare that, pending the accession of Colombia to the General Agreement under the provisions of Article XXXIII, which will be preceded by the conclusion of tariff negotiations with contracting parties to the General Agreement within the context of the multilateral trade negotiations, the commercial relations between the participating governments and the European Economic Community and Colombia shall be based upon the General Agreement, subject to the following conditions:

(a) The Government of Colombia shall apply provisionally and subject to the provisions of this Declaration (i) Parts I, III and IV of the General Agreement, and (ii) Part II of the General Agreement to the fullest extent not inconsistent with its legislation existing on the date of this Declaration; the obligations incorporated in paragraph 1 of Article I of the General Agreement by reference to Article III thereof and those incorporated in paragraph 2 (b) of Article II by reference to Article VI shall be considered as falling within Part II of the General Agreement for the purpose of this paragraph;

(b) While Colombia under the most-favoured-nation provisions of Article I of the General Agreement will receive the benefit of the

1) De Spaanse tekst is niet afgedrukt.

Déclaration concernant l'accession provisoire de la Colombie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Le gouvernement de la Colombie et les autres gouvernements (ci-après dénommés „les gouvernements participants”) au nom desquels la présente Déclaration a été acceptée, ainsi que la Communauté économique européenne,

Considérant que le gouvernement de la Colombie a formellement exprimé le souhait, le 7 février 1974, que la demande d'accession provisoire à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé l'„Accord général”) qu'il avait présentée à la vingt-cinquième session des PARTIES CONTRACTANTES, en novembre 1968, puisse faire l'objet d'un examen plus approfondi, et que ledit gouvernement est prêt à procéder avec les parties contractantes, pendant les négociations commerciales multilatérales qui se sont ouvertes à Tokyo en septembre 1973, aux négociations tarifaires qui sont jugées devoir précéder l'accession aux termes de l'article XXXIII;

Considérant qu'il est souhaitable, en vue d'aboutir à l'accession de la Colombie conformément aux dispositions de l'article XXXIII, d'inviter la Colombie à accéder provisoirement à l'Accord général;

1. Déclarent qu'en attendant l'accession de la Colombie à l'Accord général conformément aux dispositions de l'article XXXIII, qui sera précédée de la conclusion de négociations tarifaires avec les parties contractantes à l'Accord général dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, les relations commerciales entre les gouvernements participants ainsi que la Communauté économique européenne et la Colombie seront fondées sur l'Accord général, sous réserve des conditions suivantes:

a) Le gouvernement de la Colombie appliquera provisoirement et sous réserve des dispositions de la présente Déclaration i) les Parties I, III et IV de l'Accord général et ii) la Partie II de l'Accord général dans toute la mesure compatible avec sa législation à la date de la présente Déclaration; les obligations que comporte le paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général, par référence à l'article III dudit Accord général, et celles que comporte le paragraphe 2, alinéa b) de l'article II, par référence à l'article VI, seront considérées, pour l'application du présent alinéa, comme relevant de la Partie II de l'Accord général;

b) La Colombie jouira, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée inscrite dans l'article premier de l'Accord général, des

concessions contained in the schedules annexed to the General Agreement, it shall not have any direct rights with respect to those concessions either under the provisions of Article II or under the provisions of any other Article of the General Agreement;

(c) In each case in which paragraph 6 of Article V, sub-paragraph 4(d) of Article VII, and sub-paragraph 3(c) of Article X of the General Agreement, refer to the date of that Agreement, the applicable date in respect of Colombia shall be the date of this Declaration;

(d) The provisions of the General Agreement to be applied by Colombia shall be those contained in the text annexed to the Final Act of the second session of the Preparatory Committee of the United Nations Conference on Trade and Employment as rectified, amended, supplemented, or otherwise modified by such instruments as may have become effective by the date of this Declaration.

2. Request the CONTRACTING PARTIES to the General Agreement (hereinafter referred to as the "CONTRACTING PARTIES") to perform such functions as are necessary for the implementation of this Declaration.

3. This Declaration, which has been approved by the CONTRACTING PARTIES by a two-thirds majority, shall be deposited with the Director-General to the CONTRACTING PARTIES. It shall be open for acceptance, by signature or otherwise, by Colombia, by contracting parties to the General Agreement, by any governments which shall have acceded provisionally to the General Agreement and by the European Economic Community.

4. This Declaration shall become effective between Colombia and any participating government and the European Economic Community on the thirtieth day following the day upon which it shall have been accepted on behalf of both Colombia and that government and the European Economic Community; it shall remain in force until the Government of Colombia accedes to the General Agreement under the provisions of Article XXXIII thereof or until 31 December 1976, whichever date is earlier, unless it has been agreed between Colombia and the participating governments and the European Economic Community to extend its validity to a later date.

5. The Director-General to the CONTRACTING PARTIES shall promptly furnish a certified copy of this Declaration, and a notification of each acceptance thereof, to each government to which this Declaration is open for acceptance and to the European Economic Community.

concessions reprises dans les listes annexées à l'Accord général; toute fois, elle n'aura aucun droit direct en ce qui concerne ces concessions, ni au titre de l'article II, ni au titre d'aucune autre disposition de l'Accord général;

c) Dans tous les cas où il est fait référence à la date de l'Accord général dans le paragraphe 6 de l'article V, dans l'alinéa d) du paragraphe 4 de l'article VII et dans l'alinéa c) du paragraphe 3 de l'article X, la date applicable à l'égard de la Colombie sera celle de la présente Déclaration;

d) Les dispositions de l'Accord général que devra appliquer la Colombie sont celles du texte annexé à l'acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tel qu'il a été rectifié, amendé, complété ou autrement modifié par les instruments en vigueur à la date de la présente Déclaration.

2. Demandent aux PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général (ci-après dénommées les „PARTIES CONTRACTANTES”) d'exercer les fonctions nécessaires pour la mise en oeuvre de la présente Déclaration.

3. La présente Déclaration, qui a été adoptée par les PARTIES CONTRACTANTES à la majorité des deux tiers, sera déposée auprès du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général. Elle sera ouverte à l'acceptation, par signature ou autrement, de la Colombie, des parties contractantes à l'Accord général, de tout gouvernement qui aura accédé à titre provisoire audit Accord et de la Communauté économique européenne.

4. La présente Déclaration prendra effet, entre la Colombie et tout gouvernement participant ou la Communauté économique européenne, le trentième jour qui suivra celui où elle aura été acceptée au nom de la Colombie et au nom dudit gouvernement ou de la Communauté économique européenne; elle restera en vigueur jusqu'à ce que le gouvernement de la Colombie accède à l'Accord général conformément aux dispositions de l'article XXXIII dudit Accord ou jusqu'au 31 décembre 1976 si, à cette date, l'accession n'est pas intervenue, à moins que la Colombie et les gouvernements participants et la Communauté économique européenne ne conviennent d'en proroger la validité.

5. Le Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES fera promptement tenir copie certifiée conforme de la présente Déclaration et notification de toute acceptation à chacun des gouvernements auxquels la présente Déclaration est ouverte pour acceptation et à la Communauté économique européenne.

DONE at Geneva this twenty-third day of July, one thousand nine hundred and seventy-five in a single copy in the English, French and Spanish languages, each text being authentic.

(De lijst van Staten welke ondertekening in de Verklaring is voorzien, is niet afgedrukt.)

De Verklaring is in overeenstemming met haar paragraaf 3 door ondertekening of anderszins aanvaard voor de volgende Staten:

Colombia	12 november 1975
Japan	23 december 1975
Zuid-Afrika	7 januari 1976
de Bondsrepubliek Duitsland ¹⁾	10 maart 1976
Egypte	17 maart 1976
de Verenigde Staten van Amerika	1 april 1976
Polen	20 april 1976
Chili	28 april 1976
Nicaragua	11 mei 1976
het Koninkrijk der Nederlanden	23 augustus 1976

1) Onder voorbehoud van aanvaarding.

FAIT à Genève, le vingt-trois juillet mil neuf cent soixante-quinze, en un seul exemplaire en langues anglaise, française et espagnole, les trois textes faisant également foi.

D. PARLEMENT

De Verklaring behoeft ingevolge artikel 62, eerste lid, letter *b*, van de Grondwet niet de goedkeuring der Staten-Generaal.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Verklaring zijn in overeenstemming met haar paragraaf 4 op 22 januari 1976 in werking getreden voor Colombia en Japan.

Voor de overige Staten en voor de Europese Economische Gemeenschap treden zij in werking op de dertigste dag na die van ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging of die van bekrachtiging.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zullen zij op 22 september 1976 voor het gehele Koninkrijk in werking treden.

J. GEGEVENS

Van de op 30 oktober 1947 te Genève tot stand gekomen Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel (GATT), zoals deze Overeenkomst sedert 15 februari 1961 luidt, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1966, 1. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1967, 160. Van het op 8 februari 1965 te Genève tot stand gekomen Protocol tot wijziging van de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel door invoeging in die Overeenkomst van een deel IV met betrekking tot handel en ontwikkeling zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1966, 87. Zie ook *Trb.* 1967, 164.

Van het op 25 maart 1957 te Rome tot stand gekomen Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, naar welke Gemeenschap onder meer in de preambule tot de onderhavige Verklaring wordt verwezen, is de Nederlandse tekst geplaatst in *Trb.* 1957, 91. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1976, 78.

Uitgegeven de *dertigste* augustus 1976.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL.